



Comité de suivi académique de la réforme des rythmes scolaires

Déclaration SNUipp-FSU, jeudi 7 novembre 2013

Le SNUipp-FSU s'est toujours opposé depuis 2008 au projet DARCOS qui a vu se mettre en place la semaine de 4 jours. L'annonce de la réforme des rythmes dans le cadre de la refondation de l'école a apporté un espoir pour les personnels, espoir rapidement déçu par le contenu du décret dont nous demandons la réécriture depuis un an.

Il s'agit de rendre possibles de nouvelles organisations de la semaine, adaptées à la maternelle, aux réalités locales, aux besoins professionnels des enseignants ; de maintenir des journées scolaires raccourcies et mieux réparties sur la semaine ou sur l'année.

Aujourd'hui, dans *l'Express*, on apprend que 30% de maires n'appliqueraient pas la réforme des rythmes à la rentrée 2014. Dans *Le Figaro*, on apprend également que le Premier ministre annoncerait au congrès des maires fin novembre « *qu'il proposerait de laisser du temps aux maires pour mettre en œuvre la réforme* ». Déjà, l'année dernière, c'est après ce même congrès que la réforme a vu son application étalée sur deux ans.

La cacophonie ne peut plus durer. Voilà bien la première fois qu'une réforme de l'Éducation nationale est suspendue aux possibilités de mise en œuvre des collectivités locales. Maintenant, cela suffit ! La réforme des rythmes est une réforme de l'Éducation nationale qui concerne les enseignants, les familles et les collectivités locales. Les annonces gouvernementales ne peuvent pas uniquement être réservées aux communes. Pour être entendus, les enseignants vont-ils devoir mettre des bonnets multicolores sur leurs têtes ?

Le SNUipp-FSU estime que la tenue d'une table ronde est aujourd'hui une urgence. Depuis un an, nous demandons que soient réunis ensemble, et non séparément, les représentants des collectivités locales, des parents et des enseignants pour améliorer cette réforme. Si cette réforme se révèle être un casse-tête pour les communes, elle concerne aussi les enseignants et les familles qui ont leur mot à dire.

Cette demande est au cœur des mobilisations qui s'annoncent lors de la quinzaine d'action lancée par le SNUipp-FSU au cours de laquelle des départements seront en grève les 13 et 14 novembre. Elle sera ponctuée par un rassemblement national des enseignants devant le ministère le 20 novembre. Le ministre doit répondre. Pour le SNUipp-FSU, la question d'une grève nationale début décembre est d'ores et déjà clairement posée.